

Blanchiment d'argent – Le Canada, une juridiction prisée pour son opacité



#endsnowwashing

© 2022 Transparency International Canada.
Tous droits réservés

La reproduction, en totalité ou en partie, est autorisée à condition d'en accorder tout le crédit à Transparency International Canada et tant que la reproduction, en totalité ou en partie, n'est pas vendue ni intégrée dans des œuvres qui sont mises en vente. Il faut obtenir l'autorisation écrite de Transparency International Canada si une telle reproduction prévoit l'adaptation ou la modification du contenu original.

À propos de Transparency International et de Transparency International Canada



Transparency International (TI) est la principale organisation non gouvernementale vouée à la lutte contre la corruption dans le monde. Avec plus de 100 sections nationales et son secrétariat international établi à Berlin, TI a contribué à placer la corruption à l'ordre du jour des gouvernements et des entreprises à l'échelle mondiale. Par voie des activités de mobilisation, de recherche et de renforcement des capacités, TI lutte pour un monde qui est libre de corruption.



Transparency International Canada (TI Canada) est la section canadienne de Transparency International. Depuis sa fondation en 1996, TI Canada a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la corruption à l'échelle nationale. En plus de plaider pour une réforme juridique et politique sur des questions comme la protection des dénonciateurs, la passation des marchés publics et la communication de renseignements par les sociétés, nous mettons au point des outils à l'intention des entreprises et des institutions canadiennes qui cherchent à gérer les risques de corruption et nous agissons comme ressources auprès d'organismes partout au Canada.

À propos de Canadians for Tax Fairness



Canadians for Tax Fairness est un organisme sans but lucratif dont la mission est de faire connaître au grand public les enjeux cruciaux en matière de justice fiscale et de changer le discours que tiennent les Canadiens sur la fiscalité. Nous militons en faveur de politiques fiscales justes et progressistes qui visent à bâtir une économie forte et durable, à réduire les inégalités et à financer des services publics de qualité. Canadiens pour une fiscalité équitable croient en l'élaboration et la mise en place d'un système fiscal fondé sur la capacité de payer, pour financer un vaste réseau de services publics de grande qualité et des programmes nécessaires pour répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux au 21e siècle.

À propos de Publish What you Pay Canada



Publish What you Pay Canada fait partie du réseau mondial d'organisations de la société civile Publish What you Pay qui s'efforce d'assurer une gouvernance de l'exploitation du pétrole, du gaz et des minerais ouverte, responsable, durable, équitable et attentive pour le bien de tous. Comme mouvement, nous rêvons d'un monde où les ressources naturelles profitent à l'ensemble des citoyens, pour aujourd'hui et pour demain. Lancé en 2008, PWYP-Canada compte aujourd'hui 15 membres et poursuit ses objectifs à travers des activités de plaidoyer en matière de politiques, de recherche et de sensibilisation du public visant à promouvoir et à instaurer une divulgation accrue de l'information concernant les activités de l'industrie extractive, en mettant un accent particulier sur les recettes et les contrats.

Remerciements

Transparency International Canada, Publish What you Pay Canada, et Canadians for Tax Fairness sont reconnaissants envers les fondations Open Society pour avoir appuyé la recherche et la rédaction du présent rapport. Les idées, les opinions et les commentaires exprimés dans le présent document relèvent entièrement de la responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement les opinions des fondations Open Society. Nous souhaiterions également remercier Jessica Frank, Belinda Li et Stephen Punwasi pour les conseils et le soutien technique. Nous remercions les experts et les journalistes qui ont fourni des conseils pour ce rapport.

Aucun effort n'a été ménagé pour assurer l'exactitude des renseignements figurant dans le présent rapport. À notre connaissance, toutes les informations étaient exactes en date du mois de janvier 2019. Toutefois, TI Canada décline toute responsabilité quant aux conséquences de l'utilisation de ces informations à toutes autres fins ou sous d'autres formes. Les recommandations politiques sont le reflet de l'opinion de TI Canada. Ils ne doivent pas être considérés comme représentant les points de vue de parties prenantes externes, sauf indication contraire.

01

Introduction

4

02

Qu'est-ce que le
« blanchiment à la neige »?

7

03

Qu'est-ce qu'une
société écran?

8

04

Le bouclier canadien : dissimuler
les réseaux étrangers

11

05

Les
intermédiaires

13

06

Publicité par des
intermédiaires

14

07

Le pouvoir d'un registre
ouvert : études de cas
utilisant des données
britanniques

16

08

L'antidote : La transparence

20

Références

22

Table des matières

01

Introduction

Le Canada jouit d'une réputation mondiale positive en tant que démocratie stable, riche qui est dotée d'un État de droit solide. Pourtant, elle figure également parmi les juridictions les plus opaques en ce qui concerne la propriété des sociétés et des partenariats. Les informations relatives à la propriété ne sont pas publiques et les entités peuvent être créées et contrôlées depuis l'étranger. Certaines entités ne sont soumises à aucune obligation de déclaration ou d'imposition nationale, mais elles peuvent détenir des comptes bancaires et conclure des contrats. Ces structures sont particulièrement attrayantes pour les mauvais acteurs qui ont besoin d'une couverture pour leurs méfaits. Par conséquent, le Canada est devenu un endroit très prisé pour constituer des sociétés écrans.¹

Une industrie artisanale de consultants - dont beaucoup n'ont aucun lien apparent avec le Canada - a vu le jour pour promouvoir des entités juridiques canadiennes comme façades pour des structures opaques de sociétés étrangères. Présentées sous l'angle de « l'optimisation fiscale », ces structures semblent destinées à dissimuler la propriété effective et à tirer parti de la solide réputation du Canada pour accéder au système financier mondial.

« Le Canada est un nouvel acteur dans le monde des sociétés étrangères... il n'a pas de réputation négative en matière de sociétés étrangères et n'est pas associé à l'évasion ou à la fraude fiscale. C'est de loin l'une des meilleures juridictions neutres, qui offre des avantages extraterritoriaux sans avoir à faire face aux inconvénients traditionnels de l'extraterritorialité. »²

« Une société canadienne peut être utilisée pour agir au nom de sociétés offshore ou pour recevoir et remettre de l'argent à des sociétés offshore afin d'éviter les retenues d'impôt à la source. »³

« Canada LLP- Une société étrangère non imposable et de très bonne réputation »⁴

« Si vous avez déjà utilisé des structures de partenariat britanniques dans votre entreprise, qui se distinguaient par un niveau élevé de confidentialité, alors, compte tenu des réalités d'aujourd'hui, de nombreux facteurs ont changé et une société en commandite canadienne serait le meilleur choix. »⁵

Ces consultants étrangers font la promotion d'entités canadiennes en tant qu'intermédiaires dont la valeur réside dans leur identité canadienne, qui sert de couverture aux structures étrangères. Il est peu probable que ces sociétés écrans génèrent beaucoup, voire pas du tout, de recettes fiscales ou d'emplois locaux, et il se peut qu'elles n'aient aucun avantage économique pour le Canada au-delà des frais nominaux exigés par le gouvernement pour les constituer en société et renouveler leur enregistrement.

En l'absence de données ouvertes sur les entreprises, il est impossible de savoir à quel point l'utilisation des sociétés écrans canadiennes s'est répandue. Les registres des sociétés du Canada sont vétustes et ne disposent que d'une fonctionnalité de recherche limitée, et les sociétés qu'ils administrent divulguent peu d'informations sur elles-mêmes. Afin de démontrer comment un registre transparent peut être utilisé pour enquêter sur des actes répréhensibles, nous avons utilisé les données ouvertes du Royaume-Uni sur les sociétés et les propriétaires bénéficiaires pour signaler les cas où des entités canadiennes étaient utilisées dans des structures d'entreprise suspectes. Parmi les entités canadiennes figurant dans le registre britannique des propriétaires bénéficiaires, on trouve un groupe de sociétés en commandite albertaines qui, selon les médias et les experts, font partie d'un réseau complexe de sociétés écrans qui auraient servi à blanchir des milliards de dollars en provenance d'Europe de l'Est, une société à responsabilité limitée de la Colombie-Britannique dirigée par un prête-nom prolifique dont les sociétés ont été identifiées dans les médias comme ayant été utilisées pour commettre des fraudes et acheminer des pots-de-vin, et deux sociétés écrans québécoises liées à des transactions pétrolières douteuses dans des États post-soviétiques.⁶ Ces cas, identifiés grâce à la base de données sur les propriétaires bénéficiaires d'un autre pays, ne sont probablement que la partie émergée de l'iceberg.

Les sociétés et les partenariats sont des outils puissants qui peuvent être utilisés de façon légitime. Grâce à quelques réformes relativement simples, nous pouvons les dépouiller de l'attribut qui attire le plus les mauvais acteurs : leur anonymat. Ça commence par la collecte d'informations sur la propriété effective et leur mise à disposition du public dans un format de données ouvert. Cela doit s'accompagner de modifications du droit des sociétés afin d'exiger des administrateurs résidents, d'identifier les personnes désignées et celles qu'elles représentent, et de vérifier les données soumises aux registres des sociétés. Nous devons également dissuader les mauvais comportements par des sanctions et des mesures d'exécution.

L'ouverture des données permet aux journalistes, à la société civile et aux autres parties prenantes d'enquêter sur les actes répréhensibles. Cela est particulièrement important pour le Canada, où les autorités chargées de l'application de la loi et de la réglementation ont une capacité limitée d'enquêter sur la criminalité nationale, sans parler de l'activité criminelle au-delà de nos frontières.⁷ La transparence des données sur les entreprises permet également aux autorités chargées de l'application de la loi et de la réglementation de mener des enquêtes plus efficaces, sans avoir à présenter de lourdes demandes d'entraide judiciaire ou à risquer d'informer les entités sur lesquelles elles enquêtent. En outre, elle rend la diligence raisonnable plus efficace et aide les entités déclarantes⁸ à respecter leurs obligations de conformité.

Le Canada a longtemps été perçu comme ayant des faiblesses en matière de criminalité financière.⁹ Il est toutefois encourageant de constater que le gouvernement fédéral reconnaît ces risques et a proposé, en avril 2021, de mettre en place un registre public des bénéficiaires effectifs au cours des quatre prochaines années.¹⁰ Il s'agit d'une évolution importante, et il est essentiel que les provinces et les territoires lui emboîtent le pas. Il est temps d'adopter une approche unifiée pour décourager le blanchiment d'argent et la criminalité transnationale organisée et s'attaquer à la menace que représente le blanchiment à la neige pour la réputation d'intégrité et d'équité que le Canada a durement acquise.

02

Qu'est-ce que le « blanchiment à la neige »?

Le terme « blanchiment à la neige » désigne l'utilisation abusive d'entités juridiques canadiennes pour commettre des délits financiers, en dissimulant des transactions suspectes sous le couvert de la réputation d'intégrité financière du Canada.¹¹

Si le blanchiment à la neige n'a été signalé que depuis que le scandale des documents panaméens a éclaté en 2016, ce n'est pas un phénomène nouveau. Dans une enquête du Toronto Star et de CBC-Radio Canada publiée en janvier 2017 sous le titre : "Snow Washing: Canada is the world's newest tax haven," (Blanchiment à la neige : Canada est le nouveau paradis fiscal) les journalistes ont trouvé plus de deux douzaines de fournisseurs de services aux entreprises à l'extérieur du Canada qui faisaient la promotion d'entreprises canadiennes « comme véhicules pour éviter l'impôt dans une "destination étrangère" réputée ». ¹² Parmi ces prestataires de services figurait la société panaméenne Mossack Fonseca, qui a commencé à promouvoir le Canada en tant que paradis fiscal en 2010. ¹³ Comme le montre le présent rapport, peu de choses ont changé depuis, et il existe encore de nombreux prestataires de services douteux qui présentent des entités canadiennes comme des sociétés écrans pour des structures de sociétés étrangères.

Les efforts déployés au niveau mondial pour décourager la criminalité financière ont terni la réputation de nombreuses juridictions étrangères « traditionnelles » (celles qui évoquent des images d'îles tropicales ensommeillées et de coffres-forts dans les Alpes) en créant des obstacles à l'accès de ces juridictions au système financier mondial par la stigmatisation et la réglementation. Les listes noires de paradis fiscaux et de blanchiment d'argent publiées par des organismes publics comme l'Union européenne¹⁴ et le Groupe d'action financière (GAFI)¹⁵ alimentent les processus de gestion des risques des institutions financières, qui soumettent les clients de ces juridictions à une surveillance accrue ou les « dé-risquent » en fermant leurs comptes.¹⁶ Il est donc devenu pratique d'avoir des entités dans des juridictions perçues étant à faible risque - comme le Canada - qui peuvent servir de façade à des réseaux étrangers.

Les mauvais acteurs ont identifié le Canada comme un pays où ils peuvent exploiter un large fossé entre la perception et la réalité. Le Canada a la réputation durement acquise d'être un pays riche et stable, doté d'une bonne gouvernance, d'une démocratie solide et d'un État de droit. Pourtant, il s'agit également de l'une des juridictions les plus opaques au monde, où il est possible de créer et d'exploiter des entreprises depuis l'étranger avec peu de risque d'être tenu responsable de ses actes répréhensibles en raison des vastes lacunes des mécanismes canadiens de détection et de répression de la criminalité financière.¹⁷

03

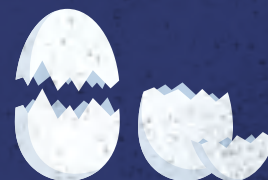
Qu'est-ce qu'une société écran?

La criminalité financière est en plein essor, facilitée par des structures juridiques facilement accessibles qui offrent une couverture aux auteurs d'infractions et leur permettent de blanchir leurs gains mal acquis.¹⁸ Presque tous les délits financiers impliquent l'utilisation de véhicules d'entreprise.¹⁹

Les sociétés écrans sont des outils précieux pour les criminels, car elles peuvent être utilisées comme couverture pour faire des affaires, acheter et détenir des actifs, et utiliser le système financier. De nombreuses juridictions, dont le Canada, facilitent la création d'une société sans divulguer de détails permettant de remonter jusqu'à la personne qui la contrôle. Les sociétés peuvent n'exister que sur le papier, sans opérations commerciales ni présence dans le monde réel. Ces « sociétés écrans » ont été surnommées les voitures de fuite de la criminalité financière, car il est extrêmement difficile, voire impossible, de retrouver les personnes qui se cachent derrière elles.²⁰

Comme l'a dit le chef du GAFI, une institution multilatérale et l'architecte du régime mondial de lutte contre le blanchiment d'argent, dans un éditorial de 2019 :

« La structure de la société écran attire souvent les criminels. Oui, de nombreuses sociétés, fondations et associations à plusieurs niveaux de propriété sont légitimes et légales. Mais les sociétés écrans secrètes, ou celles dont la structure de propriété est complexe, permettent souvent aux trafiquants de drogue, aux trafiquants d'armes et aux politiciens corrompus de dissimuler leur propriété et de dissimuler leurs gains mal acquis... Les sociétés écrans permettent une criminalité grave qui nuit à la société.²¹ »



Les sociétés écrans

sont des entités qui n'ont aucune activité commerciale perceptible et pour lesquelles il n'y a aucune information publique sur qui les contrôlent véritablement. Comme une coquille vide, il n'y a rien à l'intérieur. Elles n'existent que sur le papier.



Les blanchisseries

sont des opérations professionnelles de blanchiment d'argent composées de vastes réseaux d'entreprises sous contrôle ultime commun et qui échangent des fonds entre elles pour dissimuler leur origine.

Ceux qui cherchent à dissimuler des activités criminelles peuvent utiliser des sociétés écrans pour former des structures d'entreprise complexes avec des niveaux de propriété couvrant plusieurs pays. En agissant ainsi, il est plus difficile d'enquêter et d'intenter une action en justice, et l'on profite des contraintes juridictionnelles auxquelles sont confrontés les services répressifs et les régulateurs.

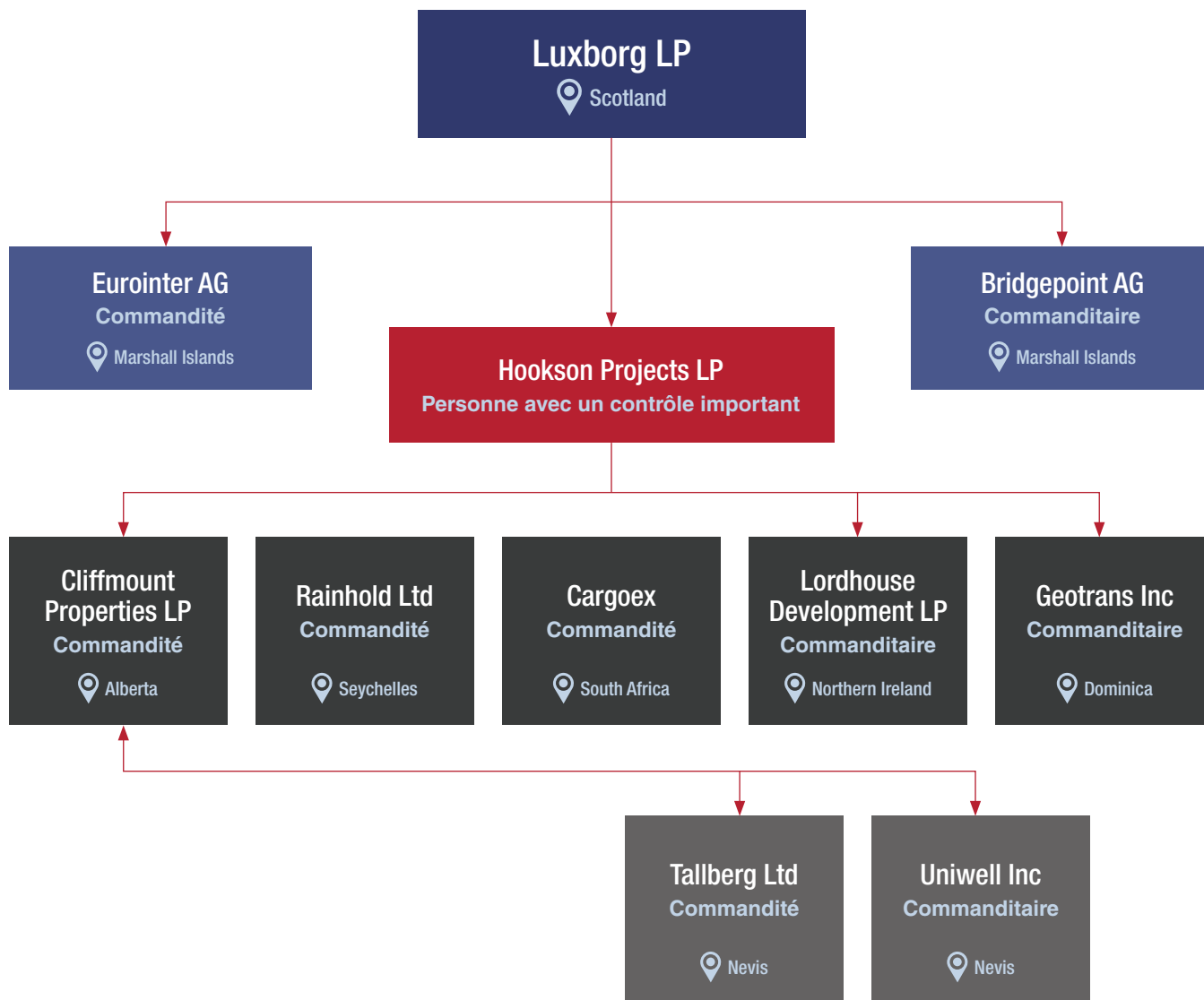
Comme l'explique un fournisseur qui fait la promotion des sociétés en commandite canadiennes auprès de la clientèle russe :

« L'avenir des activités offshore réside et dépend de l'application de structures plus complexes et réfléchies, utilisant non seulement des entités offshore classiques, mais aussi des entités midshore, ainsi que des entités complètement onshore, afin que la situation d'incrimination dans les relations avec les offshore et l'optimisation légale des impôts ne traverse pas l'esprit de l'inspecteur des impôts le plus méticuleux.²² »

Voici un exemple de ce type de structure hybride étrangère-nationale, tiré d'une enquête menée par l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) sur une prétendue « blanchisserie », ou opération de blanchiment d'argent à grande échelle. Selon l'enquête de l'OCCRP, quelque 2,9 milliards de dollars ont été acheminés hors d'Azerbaïdjan entre 2012 et 2014 en utilisant des sociétés écrans et leurs comptes bancaires à la succursale estonienne de la Danske Bank.²³ Une partie des fonds a ensuite été utilisée pour acquérir des actifs en Occident et payer des lobbyistes et des personnalités politiques européennes dans le cadre d'une campagne visant à améliorer l'image internationale de son régime.²⁴ La société écran apparente, une société en commandite (LP) écossaise, possède trois niveaux de propriété qui aboutissent finalement dans des paradis secrets étrangers.

Cette structure de propriété comprend une société en commandite albertaine, dont le seul partenaire est une société enregistrée sur l'île de Nevis, décrite comme « le paradis étranger le plus secret du monde. »²⁵ Les registres des sociétés montrent que la société névisienne est la société mère d'au moins deux entités de la structure (peut-être plus - les autres sont basées dans des centres offshore opaques qui ne divulguent pas d'informations sur la propriété), ce qui suggère que l'ensemble du réseau est probablement sous contrôle commun. Cette structure particulière contrôle au moins 20 autres sociétés. Le bénéficiaire effectif final, dont l'identité ou les identités restent cachées, pourrait - en théorie - utiliser ce réseau diffus d'entités pour déplacer de l'argent et masquer la source des fonds, tout en évitant l'examen minutieux des autorités fiscales et des enquêteurs.

Dans les preuves soumises à la Commission d'enquête sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique (la « Commission Cullen »), l'expert en criminalité financière Graham Barrow a expliqué qu'il avait trouvé des « dizaines » d'autres entités britanniques qui « ont utilisé des sociétés en commandite canadiennes pour masquer leur chaîne de propriété. »²⁶ Les preuves de Barrow comprenaient un diagramme de structure, dont une version adaptée est incluse ci-dessous, qui montre la chaîne de contrôle d'une société en commandite écossaise utilisée dans le réseau présumé de blanchisseries :



L'organigramme ci-dessus est adapté des preuves soumises par le spécialiste de la conformité en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, Graham Barrow, à la Commission Cullen. Le diagramme représente une petite partie d'un vaste réseau de sociétés écrans utilisées dans un blanchiment transnational.²⁷ La chaîne de contrôle du diagramme va du haut (filiales) au bas (sociétés mères), chaque couleur représentant une couche différente de propriété.

04

Le bouclier canadien : dissimuler les réseaux étrangers

Contrairement aux juridictions extra-territoriales dotées d'importantes industries de services aux entreprises qui cherchent à attirer des clients sur leurs rivages (souvent avec l'appui de leurs gouvernements²⁸), l'émergence du Canada en tant que juridiction du secret n'a pas été voulue. Au contraire, nos structures d'entreprise sont exploitées parce que nous n'avons pas réussi à mettre à jour les lois pour suivre l'évolution de la finance mondiale.

Il existe quelques caractéristiques clés qui rendent les entités canadiennes attrayantes en tant que sociétés écrans :²⁹

- **Les entreprises privées peuvent être détenues de manière anonyme.** Dans la plupart des territoires et provinces du Canada, il n'existe aucune obligation de divulguer l'identité des actionnaires ou des partenaires.³⁰ Il n'y a pas de divulgation de propriété effective.³¹ Il n'existe aucune règle interdisant les nominés ou les obligeant à révéler qu'ils agissent pour le compte de quelqu'un d'autre.
- **Ils peuvent être mis en place et gérés depuis l'étranger.** Plusieurs provinces et territoires n'ont pas d'exigence de résidence pour les administrateur et associés. Les entités peuvent être formées et administrées depuis l'étranger sans lien concret avec le Canada. Dans certaines juridictions, les sociétés de personnes ne nécessitent qu'un seul associé, qui peut être une société étrangère.³²
- **Il n'y a pas de surveillance.** Il n'y a aucune obligation de déposer des rapports financiers, et de nombreuses entités n'ont pas besoin de déposer des déclarations annuelles ou des déclarations fiscales.³³ Les personnes associées aux entités canadiennes n'ont pas besoin de présenter une pièce d'identité, et aucune des informations divulguées n'est vérifiée de manière indépendante.³⁴



Bien que de nombreuses entités canadiennes présentent ces caractéristiques, une structure en particulier - la société en commandite (SEC) - semble les incarner toutes. Les SEC ont moins d'exigences en matière de déclaration et de divulgation que la plupart des autres entités au Canada, et à moins qu'ils ne fassent des affaires au Canada, ils n'ont pas besoin de s'engager avec les autorités fiscales. Elles peuvent également être établies à peu de frais sans que leurs propriétaires ou administrateurs aient besoin de mettre les pieds au Canada ou d'être représentés par un Canadien. Et surtout, bien que les sociétés en commandite ne soient pas considérées comme des personnes morales au Canada, elles peuvent néanmoins être utilisées pour ouvrir des comptes bancaires et effectuer des transactions commerciales. Ces caractéristiques, et la couverture de la réputation internationale du Canada, peuvent présenter des « opportunités commerciales uniques » à quiconque se livre à un tel arbitrage juridique, comme le suggère de manière ambiguë la publicité ci-dessous, mais elles rendent également les SEC canadiennes particulièrement vulnérables à l'exploitation pour la criminalité financière transnationale.

КАЧЕСТВЕННОЕ СОПРОВОЖДЕНИЕ ■ БЕЗ ПОДВОДНЫХ КАМНЕЙ

The Canadian Limited Partnership (CanadianLP) for Non-Residents is a structure whose investment vehicles provide unique business opportunities. The trend of introducing "Open corporate registries" in Europe and around the world, as well as preparation for the automatic exchange of tax information, **obliges businesses to take seriously the place of registration of their company and the choice of tax residency**. In order to effectively engage in international investments and conduct business today, it is necessary to use more complex structures. So you can completely legally optimize taxes, and freely go about your business.

If you have previously used UK partnership structures in business, which were distinguished by a high level of confidentiality, then given today's realities, many factors have changed and a Canadian LP will be the best choice.

To begin with, Canada has a positive image of the country in the world, which characterizes it as a state with a standard and rather tough taxation system. This suggests that Canada does not belong to tax-free offshore jurisdictions. Therefore, any business structure registered in Canada is considered a prestigious enterprise. At the same time, Canadian legislation allows a non-resident to become a tax-free person. Also, registering an LP structure in Canada is very simple, and the cost is several times cheaper than in many other countries of the world.

Publicité traduite du russe à l'intention des SEC canadiennes³⁵

05

Les intermédiaires

Dans certains endroits, il est possible de créer une société directement auprès du registre - c'est le cas dans de nombreuses provinces canadiennes - mais il est souvent nécessaire et beaucoup plus pratique de passer par un intermédiaire. Ces prestataires de services aux entreprises, également connus sous le nom d'agents de formation, reçoivent les commandes des clients, déposent les documents officiels et paient les frais de création d'une société.³⁶ Nombre d'entre eux fournissent une assistance administrative permanente et des services complémentaires tels que l'enregistrement d'adresses, la réexpédition du courrier, les services de secrétariat et la désignation d'administrateurs ou d'actionnaires. Le secteur est varié - il comprend de grands grossistes, des cabinets d'avocats et de comptables, ainsi qu'une multitude de petits cabinets de conseil et d'entreprises individuelles.³⁷ Certains font preuve de discernement et respectent des normes élevées en matière de tenue de dossiers et de connaissance du client, tandis que d'autres sont tout à fait disposés à couvrir toutes sortes de clients peu recommandables.³⁸

Certains prestataires créent des milliers de sociétés chaque année et leurs candidats occupent des centaines, voire des milliers de postes.³⁹ Il est pratiquement impossible pour ces personnes de connaître les détails des entreprises qu'elles gèrent, malgré leur devoir d'information.⁴⁰ Qu'elles soient complices ou ignorantes, les personnes nommées peuvent entraver les efforts visant à enquêter sur les personnes qui contrôlent les sociétés écrans utilisées pour commettre des actes répréhensibles. Ceux qui recherchent l'anonymat peuvent engager un prête-nom pour quelques dollars par jour seulement.

De nombreux prestataires de services aux entreprises fournissent également des adresses enregistrées à leurs clients - souvent rien de plus qu'une plaque en laiton ou une boîte postale. Ce service a, bien sûr, de nombreuses utilisations légitimes, mais il est également vital pour ceux qui dissimulent des crimes par le biais de sociétés écrans anonymes. Les fuites de données provenant des centres financiers offshore et l'analyse du registre des sociétés ouvert du Royaume-Uni ont permis d'identifier de nombreuses « usines à sociétés » - des propriétés abritant des dizaines ou des centaines de milliers d'entités - qui ont servi d'adresses enregistrées pour des sociétés écrans utilisées pour des crimes allant de la fraude au trafic d'armes en passant par la grande corruption.⁴¹ Les usines à sociétés sont particulièrement utiles pour les blanchisseurs, car le fait d'avoir des adresses et des prête-noms communs simplifie la paperasserie et l'administration nécessaires pour faire fonctionner des réseaux de centaines de sociétés.

Au Canada, il ne semble pas y avoir de prolifération d'usines d'entreprises comme au Royaume-Uni, dans certains États américains et dans les centres offshore. Bien que peu de recherches aient été effectuées dans ce domaine, les sources disponibles suggèrent que les fournisseurs de services aux entreprises et les adresses enregistrées les plus actifs au Canada sont liés à des cabinets d'avocats.⁴² Contrairement aux agents administratifs dans certaines autres juridictions, les membres de la profession juridique au Canada ont des normes éthiques à respecter et sont censés se conformer aux obligations de diligence raisonnable en matière de connaissance de la clientèle. Cependant, les avocats sont exemptés de la déclaration légale de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et les services qu'ils fournissent aux clients sont généralement protégés par le secret professionnel, ce qui, selon le GAFI et d'autres spécialistes de la criminalité financière, laisse un trou béant dans les défenses du Canada contre la criminalité financière.⁴³ Des études universitaires et des enquêtes sous couverture menées aux États-Unis ont montré que certains avocats étaient disposés à aider leurs clients à dissimuler leur identité derrière des sociétés écrans.⁴⁴ Bien que le gouvernement fédéral et les barreaux travaillent depuis plusieurs années à une solution « constitutionnelle » à ce problème, il n'est pas certain que des progrès aient été réalisés au-delà de l'autoréglementation de la profession juridique.⁴⁵

06

Publicité par des intermédiaires

Nous avons effectué quelques recherches de base en ligne et avons découvert une industrie artisanale de fournisseurs de services aux entreprises et de consultants fiscaux autoproclamés vantant les mérites d'entités canadiennes comme couverture pour des juridictions étrangères figurant sur une liste noire.⁴⁶ La quasi-totalité des fournisseurs de services que nous avons identifiés sont situés à l'étranger et n'ont aucun lien apparent avec le Canada au-delà des coquilles dont ils font la promotion. Il s'agit d'un groupe diversifié, couvrant un large éventail de juridictions et de langues, mais leurs arguments de vente se concentrent tous sur le même point clé : Le Canada est un État réputé pour sa forte imposition où les entités opaques peuvent fournir une couverture précieuse pour les sociétés offshore qui, autrement, attireraient une attention indésirable.

« Le Canada, en tant que pays à fiscalité élevée, n'est pas du tout une mauvaise façade, c'est en fait une couverture très utile pour presque tous les types de sociétés étrangères. »⁴⁷

« Même si l'image d'une société offshore a été tellement malmenée au fil des ans, cela ne signifie pas qu'une société étrangère est inutile, ... mais qu'il est essentiel de garder un profil bas. Si les moindres détails juridiques requièrent des connaissances spécialisées, l'idée sous-jacente est généralement simple : il s'agit d'utiliser une société onshore respectable pour effectuer des transactions en amont. »⁴⁸

« Le Canada est la meilleure destination pour une planification fiscale conforme, car il n'a pas de réputation négative en matière de sociétés étrangères et n'est pas associé à l'évasion ou à la fraude fiscale. C'est de loin l'une des meilleures juridictions neutres, qui offre des avantages extraterritoriaux sans avoir à faire face aux inconvénients traditionnels de l'extraterritorialité. »⁴⁹

« Le Canada est devenu l'un des endroits idéaux pour l'enregistrement des sociétés en commandite ... Les sociétés en commandite canadiennes constituent un outil pratique, rentable et prestigieux pour faire des affaires, qui permet d'alléger non seulement la charge fiscale, mais aussi la charge administrative et documentaire. »⁵⁰

Pour les clients particulièrement soucieux de l'anonymat, de nombreux prestataires de services agiront en tant qu'administrateurs et actionnaires nommés,⁵¹ et certains proposent d'ouvrir des comptes bancaires pour les clients.⁵²

Les prestataires présentent tous leurs services sous l'angle de « l'optimisation fiscale, les entreprises proposant des stratagèmes agressifs d'évitement fiscal qui, dans un cas au moins, semblent repousser les limites de la légalité.⁵³ Certaines différences régionales ont également été identifiées, certains intermédiaires chinois présentant les entités canadiennes comme un outil permettant de contourner les contrôles monétaires nationaux⁵⁴ et les prestataires européens décrivant comment elles peuvent être utilisées pour éviter les obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).⁵⁵

« Une juridiction prestigieuse ne figure sur aucune liste noire »⁵⁶

« Le Canada offre un niveau élevé d'anonymat et de confidentialité »⁵⁷

« attire moins d'attention »⁵⁸

« Le Canada ne sera pas considéré comme une société étrangère... Pas de divulgation de la propriété effective aux autorités »⁵⁹

« Les entreprises canadiennes n'ont pas la réputation de faire usage de paradis fiscaux et peuvent être utilisées comme un instrument respecté dans le commerce international. »⁶⁰

« Quels sont les avantages d'une SEC enregistrée au Canada? Tout d'abord, ces SEC sont moins populaires que celles enregistrées en Angleterre ou en Écosse, et elles attirent donc moins l'attention. »⁶¹

07

Le pouvoir d'un registre ouvert : études de cas utilisant des données britanniques

En raison de la nature opaque des registres des sociétés canadiennes, il est actuellement impossible de déterminer dans quelle mesure les sociétés écrans canadiennes sont utilisées comme façades pour les réseaux étrangers, comme l'annoncent les prestataires de services de la section précédente. En l'absence de données canadiennes, nous avons analysé les données sur les sociétés et les bénéficiaires effectifs provenant du registre de la Companies House du Royaume-Uni afin d'identifier les cas où des entités canadiennes font partie de structures d'entreprises transnationales ayant un lien avec le Royaume-Uni. Nous avons trouvé de multiples exemples de ces structures, dont plusieurs qui semblent avoir été utilisées à des fins douteuses et potentiellement illégales. Bien entendu, cette analyse ne met en lumière qu'un petit sous-ensemble d'entités canadiennes - celles qui sont utilisées pour contrôler ou diriger des entreprises ou des partenariats britanniques. On ne peut que supposer que des structures similaires existent en utilisant des entités canadiennes et d'autres juridictions.

Cette analyse n'a été possible que grâce à la nature ouverte du registre britannique des entreprises, qui permet aux utilisateurs d'accéder aux données brutes. Nous avons pu filtrer les données du registre pour identifier les entités ayant une adresse canadienne - ce qui n'aurait pas été possible avec les quelques fonctions de recherche disponibles sur la plateforme en ligne de la Companies House britannique elle-même. Comme le montrent cette analyse et d'autres analyses similaires, les données ouvertes sur les sociétés et les bénéficiaires effectifs constituent un outil puissant pour enquêter sur la criminalité financière et l'abus de personnes morales.⁶²

Entreprises canadiennes liées à un présumé blanchiment d'argent transnational

« Dans le blanchiment d'argent, ça s'appelle la superposition. Il s'agit d'une structure incroyablement complexe qui rend les poursuites très difficiles - non seulement en ce qui concerne le pays qui doit s'en charger, mais aussi parce qu'il est très difficile de comprendre ce qui se passe »

- Graham Barrow, enquêteur sur le blanchiment d'argent et expert en sociétés écrans au Royaume-Uni⁶³

Certains médias ont rapporté ce qu'ils décrivent comme une blanchisserie internationale industrielle qui sert à faire sortir des milliards de dollars en argent illicite de la Russie et de l'ancienne Union soviétique. Le réseau a des connexions canadiennes, selon l'analyse des registres des sociétés et des rapports du Globe and Mail, qui identifie six sociétés en commandite basées en Alberta faisant partie de ce système de sociétés interreliées.⁶⁴ Le réseau, qui aurait été géré par un groupe d'intermédiaires basés principalement en Lettonie, aurait utilisé une multitude de sociétés écrans interconnectées avec des comptes bancaires dans les pays baltes pour dissimuler le produit de la fraude fiscale et masquer la source des pots-de-vin, entre autres délits.⁶⁵ Le réseau comprendrait des structures dirigées par des entités britanniques, avec plusieurs niveaux de propriété qui mènent finalement à des lieux offshore opaques tels que Saint-Kitts-et-Nevis, les Îles Marshall et les Seychelles.

Les six sociétés en commandite albertaines se situaient directement au-dessus des façades britanniques et semblent avoir été utilisées pour ajouter une autre couche de complexité aux structures et contourner les règles de divulgation de la propriété réelle.⁶⁶ L'examen minutieux des journalistes et des enquêteurs sur la criminalité financière suggère que les sociétés en commandite albertaines sont un élément clé de l'infrastructure du blanchiment.

Les six sociétés en commandites albertaines de la blanchisserie transnationale russe⁶⁷

- Yardmile Development LP est le commandité d'une société en commandite écossaise nommée Wallbridge Logistics LP (qui contrôle elle-même 39 sociétés écrans britanniques dans le réseau et a été citée par TI-UK et le média OpenDemocracy comme un exemple d'entités britanniques utilisées pour dissimuler la propriété⁶⁸). Le commandité de Yardmile est une société écran enregistrée dans les îles Marshall, Bondwest AG, dont le signataire affirme que son identité a été volée et utilisée pour administrer des centaines de sociétés du réseau à son insu.⁶⁹
- Cliffmount Properties LP est le commandité ou l'actionnaire de plusieurs entités britanniques du réseau, qui agissent elles-mêmes comme partenaires ou actionnaires pour des dizaines d'entités de la blanchisserie.⁷⁰ Le commandité de Cliffmount Properties est une société écran basée à Nevis, Tallberg Ltd. Cliffmount Properties a été citée par Graham Barrow comme un exemple de sociétés écrans canadiennes figurant dans des « formations de sociétés de type blanchisserie » qui ont été soumises comme preuves à la Commission Cullen (voir section précédente).⁷¹
- Webholm Merchants LP est le commandité de Fortshield Inter LP, une société écossaise qui contrôle directement au moins 34 autres entités du réseau.⁷² Les registres des sociétés albertaines montrent que le commandité de Webholm Merchants est Tallberg Ltd, la société écrans de Nevis qui contrôle également Cliffmount Properties, dont le signataire affirme que son identité a été volée pour administrer ces sociétés. Tallberg Ltée était également l'ancien associé général de Fortshield, ce qui laisse penser que la société en commandite albertaine a peut-être été ajoutée pour brouiller les pistes (puisque le contrôle ultime est resté inchangé).
- Quadrotop Services LP et E Moran Services LP sont les commandités d'une société britannique appelée Craftberg Consulting LLP. Le propriétaire réel supposé de Craftberg est Martins Rauda, un prête-nom letton associé à de nombreuses sociétés écrans de blanchiment, selon les rapports du Organized Crime and Corruption Reporting Project et d'autres sources.⁷³ Les registres des sociétés albertaines indiquent que Martins Rauda est le commandité de Quadrotop Services et d'E Moran Services.
- Telford Alliance LP sert de secrétaire à Investexpress Ltd, une société dont les directeurs ont inclus deux sociétés écrans étrangères (basées à Chypre et à Nevis) et deux prête-noms individuels impliqués dans le réseau présumé de blanchiment.⁷⁴ La société écran de Nevis était le seul actionnaire de la société jusqu'en 2017, lorsque les règles de divulgation ont changé et que la société a cessé de déclarer les informations relatives aux actionnaires. Depuis lors, Investexpress a identifié une femme basée à Tashkent, en Ouzbékistan, comme étant son propriétaire bénéficiaire. Les registres des sociétés albertaines montrent que le commandité de Telford Alliance est une société écran basée aux Îles Marshall, appelée Dartwill Ltd.

Un partenariat de la Colombie-Britannique contrôlé par un agent de formation douteux

Nous avons identifié une société à responsabilité limitée enregistrée en Colombie-Britannique, appelée 3A Business Consultors LLP (3ABC LLP), comme étant le propriétaire bénéficiaire de 10 sociétés enregistrées au Royaume-Uni. La SARL a été créée par un prestataire de services aux entreprises appelé TBA & Associates (TBA), qui présente les entités canadiennes sur son site Web comme des véhicules « très prestigieux » qui « peuvent être utilisés comme actionnaire prête-nom pour d'autres sociétés dans le monde entier ». ⁷⁵ ABC LLP semble avoir rempli ce rôle; elle a été créée en avril 2017 et a servi d'actionnaire unique des 10 sociétés britanniques formées en septembre 2017. ⁷⁶

3ABC LLP et les entités britanniques ont toutes été mises en vente en tant que sociétés à compartiments sur le site Web de TBA, à des prix allant de 1 335 £ à 2 925 \$ US (2 315 \$ CA à 3 670 \$ CA). ⁷⁷



CANADA, BRITISH COLUMBIA – LIMITED LIABILITY PARTNERSHIP

CODE	COMPANY NAME	INCORPORATION DATE	PRICE
BCLLP001	3A Business Consultors LLP	26-Apr-2017	US\$2,925
BCLLP002	PrimeOne Investments Consultors LLP	26-Apr-2017	US\$2,925
BCLLP003	Monetex International Consulting LLP	26-Apr-2017	US\$2,925
BCLLP006	First Media Technologies LLP	16-Sep-2019	US\$1,890
BCLLP007	North Western Associates LLP	16-Sep-2019	US\$1,890
BCLLP008	Prime Status Associates LLP	16-Sep-2019	US\$1,890

Capture d'écran du site web de TBA, qui répertorie les entreprises de rayonnage canadiennes ⁷⁸

Contrairement aux entités britanniques transparentes, 3ABC LLP est pratiquement intraçable. Selon les règles opaques de la CB, l'identité de ses partenaires n'est pas divulguée et l'entité est enregistrée à une boîte postale dans un magasin UPS.

Les documents d'enregistrement et les déclarations annuelles de la société en commandite sont signés par Joaquim Magro de Almeida, un directeur de TBA qui sert de prête-nom pour des centaines de sociétés dans des juridictions opaques comme le Belize, Chypre, le Delaware, l'Estonie et les Seychelles, ainsi que dans des pays comme le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, qui, jusqu'à récemment, ont évité une grande partie des stigmates associés aux juridictions du secret, devenant ainsi de précieuses façades pour les réseaux offshore. ⁷⁹

TBA a formé et maintenu des centaines, voire des milliers d'entités, dont beaucoup ont été utilisées pour des affaires légitimes. Cependant, certaines de ces sociétés ont été liées à des activités criminelles présumées ou avérées, notamment une chaîne de Ponzi ciblant des investisseurs asiatiques⁸⁰, une fraude à l'investissement basée en Australie⁸¹, une fraude fiscale présumée par un groupe chimique indien,⁸² et un système de corruption de plusieurs millions de dollars en Arabie saoudite impliquant un fournisseur militaire espagnol.⁸³ Almeida a également créé et administré une société qui gère des sites Web pornographiques extrêmes, qu'elle a également enregistrés au nom des propriétaires anonymes.⁸⁴

Enfin, une société affiliée à TBA, opérant sous la marque « Atrium »⁸⁵, a publié sur son site Web les profils de ce qui semble être des cadres fictifs dont les préjugés et les photographies ont été repris d'autres sites web. Des recherches d'images inversées ont permis d'identifier les personnes réelles dont les photographies ont été utilisées par Atrium, et aucune d'entre elles ne semble avoir de liens avec l'entreprise.⁸⁶

Ayant eu la possibilité de faire des commentaires avant la publication de ce rapport, TBA - par l'intermédiaire d'une personne se présentant comme le responsable de la conformité de TBA, George Hamilton⁸⁷ - a écrit que « toutes vos informations sont fausses, inappropriées et incorrectes, » mais n'a pas abordé les allégations spécifiques présentées ci-dessus. TBA a poursuivi en déclarant : « Toutes les diligences et analyses des clients sont traitées correctement chaque fois qu'un ordre est reçu et placé par un client, quel qu'il soit, et aucune responsabilité ne peut nous incomber en cas d'action ou de procédure illégale éventuelle de la part de ces clients respectifs... » Le représentant de TBA a également indiqué que l'entreprise est enregistrée en tant que prestataire de services fiduciaires et de services aux entreprises et qu'elle est supervisée par le programme de surveillance de la lutte contre le blanchiment d'argent de l'administration fiscale britannique.⁸⁸

Des sociétés écrans canadiennes liées à des transactions pétrolières suspectes dans des États post-soviétiques

L'analyse des données de la Companies House britannique a permis d'identifier plusieurs autres sociétés écrans canadiennes susceptibles d'avoir été impliquées dans des systèmes de corruption. Il s'agit notamment de la fourniture d'additifs pour carburant à une société pétrolière d'État russe par une entreprise apparemment contrôlée par l'un de ses principaux dirigeants, et de la vente d'une installation de stockage de carburant au Kazakhstan appartenant à la fille de Nursultan Nazarbayev, l'ancien président kleptocrate.⁸⁹ Comme pour les autres stratagèmes identifiés dans ce rapport, les entités canadiennes ont servi de façade à des sociétés écrans étrangères.

On peut raisonnablement se demander pourquoi les transactions pétrolières dans les anciens États soviétiques impliquent des structures écrans complexes allant du Royaume-Uni au Canada et à l'étranger, si ce n'est pour masquer les transactions et ceux qui en bénéficient. Cette question demeure cependant, car malgré une abondance de signaux d'alarme⁹⁰, nous n'avons pas pu démontrer l'existence d'actes répréhensibles.



Les sociétés-écrans sont des sociétés écrans qui ont été constituées et maintenues pendant des années afin de donner l'impression qu'elles sont des entreprises en activité. Comme l'annonce un vendeur : « Plus une société écran est ancienne [plus] elle vous offrira de crédibilité! »

08

L'antidote : La transparence

La criminalité financière dépend de l'opacité. Ses mécanismes doivent rester cachés à la vue du public pour qu'il puisse prospérer. C'est pourquoi les structures d'entreprise transnationales telles que celles décrites dans ce rapport sont des outils si utiles pour les criminels. Elles permettent de dissimuler la propriété et les transactions, et font en sorte que les efforts d'investigation se heurtent à un enchevêtrement de formalités administratives ou à des impasses. Il est essentiel de rendre les entités juridiques plus transparentes pour lutter contre la criminalité financière et les dommages qu'elle cause à la société.

Nous plaidons depuis longtemps en faveur d'un registre des entités canadiennes et de leurs propriétaires réels accessible au public. Ce registre est un élément essentiel de la lutte contre la criminalité financière. Le gouvernement fédéral a fait un grand pas en avant plus tôt cette année lorsqu'il a proposé dans le budget un registre public de la propriété effective d'ici 2025, ce pour quoi il doit être applaudi.⁹¹

Le diable sera dans les détails, comme le dit le dicton, mais il existe des conseils utiles dont on peut s'inspirer à mesure que le registre canadien prend forme. Les détails de ce qu'un registre devrait inclure sont couverts dans notre rapport 2020, *Implementing a publicly accessible pan-Canadian registry of beneficial ownership*.⁹² Il suffit de dire ici que le registre devrait inclure les partenariats, et que la divulgation de la propriété effective doit aller au-delà des parents immédiats des entités canadiennes pour identifier les personnes qui les contrôlent en dernier ressort. Il s'agit notamment d'identifier les personnes derrière les entités extraterritoriales qui servent d'actionnaires ou de partenaires à des entités canadiennes.

Le gouvernement fédéral ne peut faire cavalier seul. Ce rapport démontre que de nombreuses sociétés écrans sont enregistrées au niveau provincial. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux doivent travailler ensemble pour s'assurer que les réformes sont appliquées selon les mêmes normes élevées.

Outre la mise en place d'un registre public des bénéficiaires effectifs, nous devons apporter plusieurs autres modifications à notre législation sur les sociétés. Ces réformes doivent être introduites conjointement avec ce registre public si l'on veut qu'il soit efficace pour dissuader l'abus des entités juridiques :

- Les personnes désignées doivent être tenues d'indiquer qu'elles agissent au nom d'une autre personne, et doivent identifier cette personne.
- Les sociétés doivent avoir au moins un administrateur résident pour s'assurer qu'il y a une personne responsable dans la province.
- Les sociétés de personnes doivent divulguer leurs partenaires et déclarer leurs revenus annuels. Elles doivent également faire des déclarations auprès de l'Agence du revenu du Canada, même si elles n'ont pas d'activités imposables.
- Des sanctions suffisamment dissuasives doivent être prévues et appliquées pour décourager les fausses déclarations et autres manquements. Les sanctions devraient s'appliquer aux intermédiaires ainsi qu'aux administrateurs, dirigeants, partenaires et propriétaires réels. L'application de la loi devrait être une priorité pour rattraper des années d'inaction.
- Les registres doivent être habilités à vérifier de manière indépendante les informations, à collecter et à stocker de manière sécurisée les données d'identification, et à poursuivre les cas de non-conformité. Cela peut être financé par une augmentation marginale du coût de l'enregistrement et du maintien des sociétés.

Il existe une tendance mondiale claire vers plus de transparence.⁹³ Alors que d'autres juridictions adoptent des réformes, le Canada doit agir avec rapidité et précision pour rendre ses entreprises moins vulnérables aux abus. Il est essentiel de le faire pour maintenir la solide réputation internationale du Canada et s'attaquer aux problèmes persistants d'évasion fiscale et de criminalité transnationale.

References

- 1 Dans le contexte de ce rapport, les sociétés écrans comprennent aussi bien les sociétés de personnes que les compagnies.
- 2 <https://web.archive.org/web/20210124095628/https://world-fiduciary.com/canada/> (consulté le 25 mars 2021)
- 3 <https://www.tba-associates.com/canada-incorporation-introduction/> (consulté le 25 mars 2021)
- 4 <https://en.liberated.blog/business/tax-free-and-highly-reputable-biz/> (consulté le 25 mars 2021)
- 5 <https://internationalwealth.info/offshore-company-formation/canadian-partnership-best-alternative-british-lps/> (consulté et traduit avec Google Translate le 25 mars 2021)
- 6 Ces études de cas sont développées plus loin dans ce rapport, les articles de presse pertinents et les preuves à l'appui étant cités dans les notes de fin de document 63 à 74 et les notes de bas de page 83 à 86.
- 7 "Ottawa, RCMP have yet to add resources in money-laundering fight, BC Attorney-General says," *Globe & Mail*, 23 novembre 2020 ; "Casino investigation boss lacked confidence in RCMP financial crime unit," *Business in Vancouver*, 8 février 2021 ; "The RCMP is shutting down its financial crimes unit in Ontario. Here's why former top Mounties says it's a mistake," *The Star*, 15 janvier 2020
- 8 Organisations et personnes visées par la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPCFAT)
- 9 "U.S. is steps ahead of Canada in fighting financial crime," *Globe & Mail*, 26 février 2021; "Not just B.C.: Most provinces in Canada fail to secure convictions in money-laundering cases," *Global News*, 10 février 2019; "Corruption and financial crime have tarnished Canada's reputation," *CPA Pivot Magazine*, Avril 27, 2020
- 10 <https://transparencycanada.ca/news/civil-society-coalition-enthusiastically-applauds-canadas-commitment-to-fight-snow-washing-in-2021-federal-budget>
- 11 [What is snow-washing?](#)
- 12 ["Canada is the world's newest tax haven," Toronto Star, 25 janvier 2017](#)
- 13 ["Canada is the world's newest tax haven," Toronto Star, 25 janvier 2017](#)
- 14 [EU list of non-cooperative jurisdictions](#)
- 15 [FATF High-risk and other monitored jurisdictions](#)
- 16 [OXFAM, "Understanding Bank De-Risking and its Effects on Financial Inclusion: An exploratory study," Novembre 2015; Council of Europe, "De-risking' within MONEYVAL States and Territories," Avril 2015](#)
- 17 Comme l'ont montré les rapports précédents, le Canada a un taux de condamnation étonnamment bas pour le blanchiment d'argent et d'autres délits financiers. Le CANAFE, l'agence de renseignements financiers du Canada, recueille des renseignements mais ne dispose pas de moyens de mise en application de la loi; Bien que des milliers de rapports de renseignements soient communiqués aux organismes d'application de la loi chaque année, la police et les procureurs sont mal équipés pour poursuivre des affaires complexes de criminalité financière. Les obstacles à la réussite des poursuites, comme les délais (arrêt Jordan) et, jusqu'à récemment, l'obligation imposée par le Code criminel d'établir un lien entre le blanchiment d'argent et un crime principal, entravent encore davantage les efforts de mise en œuvre. [Transparency International Canada, "No Reason to Hide: Unmasking the Anonymous Owners of Canadian Companies and Trusts," 2016; FATF, "Anti-money laundering and counter-terrorist financing measures: Canada Mutual Evaluation Report," septembre 2016 \(pp. 3, 31-36\); Report of the Standing Committee on Finance, "Confronting Money Laundering and Terrorist Financing: Moving Canada Forward," novembre 2018 \(pp. 45-54\); Dentons, "Criminal Code changes affecting money laundering in Canada: What your company needs to know," 25 juillet, 2019.](#)
- 18 [COVID-19 and Emerging Global Patterns of Financial Crime; PwC's Global Economic Crime and Fraud Survey 2020](#)
- 19 [OECD, "Behind the Corporate Veil: Using Corporate Entities for Illicit Purposes," 2001](#)
- 20 ["Cracking the shells - The war on money-launderers' vehicle of choice intensifies," The Economist, 29 juin 2019](#)
- 21 ["Anonymous shell companies are a menace to the financial system," Financial Times, 12 novembre, 2019](#)
- 22 <https://lawstrust.com/en/company-formation/canada-lp> (consulté le 10 mars 2021).
- 23 TI Canada n'a pas procédé à un examen indépendant du matériel utilisé dans l'enquête de l'OCCRP, mais a fait confiance à son processus de révision éditoriale approfondi.
- 24 ["The Azerbaijani Laundromat; OCCRP, The Influence Machine," OCCRP, 4 septembre 2017](#)
- 25 [Oliver Bullough, "Nevis: how the world's most secretive offshore haven refuses to clean up," The Guardian, 12 juillet 2018](#)
- 26 [Graham Barrow, "Canadian entities involved in global laundromat style company formations," présenté en preuve devant la Commission of Inquiry into Money Laundering in British Columbia, Décembre 2020](#)
- 27 [Graham Barrow, "Canadian entities involved in global laundromat style company formations," présenté en preuve devant la Commission of Inquiry into Money Laundering in British Columbia, Décembre 2020](#)

- 28 [Oliver Bullough, "Nevis: how the world's most secretive offshore haven refuses to clean up," The Guardian, 12 juillet 2018](#)
- 29 Le Canada comprend 14 juridictions distinctes, qui n'ont pas les mêmes exigences en matière de formation et de maintien des entités juridiques. Une ventilation détaillée des différents types d'entités dans chaque juridiction est au-delà de ce que nous pouvons couvrir dans ce rapport, mais ce serait un exercice intéressant.
- 30 Les actionnaires sont divulgués pour les sociétés enregistrées au Québec et les actionnaires votants sont divulgués pour les sociétés enregistrées en Alberta.
- 31 En 2020, le gouvernement de la Colombie-Britannique a commencé une mise en œuvre progressive de son registre de transparence des propriétaires fonciers, qui comprend des informations sur la propriété véritable des entreprises qui possèdent des biens immobiliers dans la province. Le Québec a également déposé récemment un projet de loi qui exigerait la divulgation d'informations sur la propriété véritable des sociétés enregistrées dans cette province, bien qu'il ne soit pas clair à ce stade si ces informations seront rendues publiques.
- 32 <https://www.blaney.com/articles/the-benefits-of-limited-partnerships-to-non-residents-of-canada>
- 33 Les entités qui n'ont aucune activité commerciale imposable au Canada n'ont pas besoin de déposer une déclaration auprès des autorités fiscales.
- 34 Le personnel du registre des sociétés au Canada ne recueille pas l'identité des administrateurs, des dirigeants ou des partenaires, et ne vérifie pas la véracité des informations fournies par les demandeurs de nouvelles sociétés ou de nouveaux partenariats.
- 35 <https://internationalwealth.info/offshore-company-formation/canadian-partnership-best-alternative-british-lps/> (consulté et traduit avec Google Translate le 25 mars 2021)
- 36 Financial Action Task Force, "FATF Guidance for a Risk-Based Approach for Trust and Company Service Providers," Juin 2019
- 37 "Company formation - Shells and shelves," The Economist, 7 avril 2012; "The incorporation business - They sell sea shells," The Economist, 7 avril 2012
- 38 Michael Findley and JC Sharman, "Global Shell Games: Testing Money Launderers' and Terrorist Financiers' Access to Shell Companies," 2012; "The Panama Papers: Exposing the Rogue Offshore Finance Industry," ICIJ, Avril 2016-Février 2019
- 39 "#29LEAKS: Inside a London Company Mill", OCCRP, 4 décembre, 2019; "The Secret World Of Sham Directors," Süddeutsche Zeitung, 18 avril 2016; "Sham directors: the woman running 1,200 companies from a Caribbean rock," The Guardian, 25 novembre 2012; "Panama Papers: Signatures for sale," Toronto Star, 26 janvier 2017
- 40 [Directors and officers - Corporations Canada; UK Companies Act 2006, articles 171-177](#)
- 41 Transparency International, "Hiding in Plain Sight: How UK companies are used to launder the proceeds of corruption," novembre 2017; Global Witness, The Companies We Keep, août 2018; "How Delaware Thrives as a Corporate Tax Haven," New York Times, 30 juin 2012
- 42 Pièce présentant les plus grandes entité constituant des sociétés en Colombie-Britannique depuis 2010, Commission of Inquiry into Money Laundering in BC, décembre 2020; Pièce présentant les plus grandes entité constituant des sociétés en Colombie-Britannique depuis 2010, Commission of Inquiry into Money Laundering in BC, décembre 2020. Cette recherche semble avoir été effectuée uniquement en Colombie-Britannique et peut ne pas être représentative des autres provinces et territoires.
- 43 "Money-laundering investigators stymied by legal loophole," The Province, 8 août 2015
- 44 Global Witness, "Lowering the Bar," 2016 (Dans cette enquête sous couverture, 12 des 13 cabinets d'avocats new-yorkais contactés par un enquêteur se faisant passer pour l'agent d'un fonctionnaire corrompu ont fourni des conseils sur la manière de transférer de l'argent aux États-Unis sans être détecté en utilisant des sociétés écrans.); Michael Findley and JC Sharman, "Global Shell Games: Testing Money Launderers' and Terrorist Financiers' Access to Shell Companies," 2012 (Cette étude a révélé que seulement 35 % des fournisseurs de services aux entreprises canadiennes - principalement des avocats - se conformaient aux normes du GAFI en matière de collecte d'informations sur la propriété.)
- 45 [Assessment of Inherent Risks of Money Laundering and Terrorist Financing in Canada, Department of Finance Canada, 2015](#) (p. 32)
- 46 Des recherches ont été menées sur Google et d'autres moteurs de recherche grand public en utilisant des combinaisons de mots clés comme "société écran", "anonyme", "confidentiel", "fraude fiscale", "évasion fiscale", "optimisation fiscale", "offshore", "blanchir" et "Canada" ou les noms des provinces et territoires canadiens. Les recherches ont été effectuées en chinois, en anglais, en français et en russe.
- 47 <https://tax-free.today/blog/registering-a-business-in-canada/> (consulté le 25 mars 2021)
- 48 <https://www.tba-associates.com/offshore-incorporation/new-offshore-solutions/> (consulté le 25 mars 2021)
- 49 <http://www.trueoffshore.com/product/63/Canada+PLC> (consulté le 25 mars 2021)
- 50 <https://bizonaire.com/en/blog/article/all-about-canadian-limited-partnerships---286.html> (consulté le 25 mars 2021)
- 51 <https://www.afinex.net/services/establishing-and-managing-companies-abroad/canada> (consulté le 25 mars 2021)
- 52 <https://www.atrium-associates.com/offshore-company/register-company/company-set-up/ibc-international-business-company/canada-british-columbia-company/> (accessed March 25, 2021); <https://www.offshore-pro.com/registering-lp-in-canada-with-a-corporate-account-opening-in-top-canadian-bank.html> (consulté le 25 mars 2021)
- 53 <https://www.nexus.ua/sostavnyie-shemyi> (consulté le 25 mars 2021)
- 54 http://www.acius.org/col_cl0bd9e.html (accessed March 25, 2021); <http://www.hkrr.com/ca-co.shtml> (accessed March 25, 2021) (voir : "reasonably avoid currency controls," 合理避开外汇管制); <http://www.tannet-group.com/Group/370/8433/20160913103335/> (consulté le 25 mars 2021)

- 55 <http://www.ibcccompanyformations.com/en/offshore/territorial-tax-regimes/canada-company-formation/> (consulté le 25 mars 2021); <https://www.confiduss.com/en/services/solutions/trading/canada-lp/> (consulté le 25 mars 2021)
- 56 <http://www.offshore-sfi.com/offshore-in-canada> (consulté le 25 mars 2021)
- 57 <https://www.sfm.com/canada-company-formation> (consulté le 25 mars 2021)
- 58 <https://www.offshore-pro.com/registering-lp-in-canada-with-a-corporate-account-opening-in-top-canadian-bank.html> (consulté le 25 mars 2021)
- 59 <https://www.icd-fiduciaries.com/en/offshore-company/canada/> (consulté le 25 mars 2021)
- 60 <https://www.uniwide.biz/offshore-jurisdictions/canada/> (consulté le 25 mars 2021)
- 61 <https://www.offshore-pro.com/registering-lp-in-canada-with-a-corporate-account-opening-in-top-canadian-bank.html> (consulté le 25 mars 2021)
- 62 La section britannique de Transparency International et Global Witness ont réalisé une analyse créative de la Companies House qui montre quelques-unes des nombreuses façons dont les données peuvent être analysées pour identifier la non-conformité, les activités suspectes et la criminalité financière. [Global Witness, "The Companies We Keep", 2018, TI UK, How we uncovered the UK businesses entangled in major corruption and money laundering cases, 2019](#)
- 63 [Jane Bradley and Oliver Bullough, "The ghost companies connected to suspected money laundering, corruption, and Paul Manafort", BuzzFeed News, 22 août 2018](#)
- 64 [Mark MacKinnon, "Snow-washing": What leaked banking records show about Canada's role in money laundering", *The Globe & Mail*, 4 mars 2019](#)
- 65 "The FinCEN files: The billion dollar a month money trail", *Irish Times*, 20 septembre 2020; "UK companies accused of money laundering in Magnitsky probe", *The Telegraph*, 29 avril 2013; "The Global Laundromat: how did it work and who benefited?", *The Guardian*, 20 mars 2017; "The Azerbaijani laundromat: a new money laundering machine in a familiar guise", *Anti-Money Laundering Centre (AMLC)*, 24 avril 2019; "Report on the Non-Resident Portfolio at Danske Bank's Estonia Branch", Bruun & Hjejle, 19 septembre 2018 (pp.33, 73-76).
- 66 Les dossiers des entités britanniques affirment qu'il n'y a pas de propriétaire véritable. Cela se fait souvent en répartissant le contrôle entre quatre ou cinq entités de manière à ce qu'aucune ne détienne une participation supérieure au seuil de divulgation de 25 %. Toutefois, les dossiers de l'Alberta montrent que certaines de ces sociétés en commandite avaient les mêmes associés généraux que les entités britanniques sous-jacentes, ce qui signifie que leurs sociétés mères étrangères dépassaient le seuil de divulgation de 25 %.
- 67 TI Canada a envoyé des lettres aux six sociétés en commandite et ont fait un suivi téléphonique pour leur donner l'occasion de répondre aux allégations faites à leur sujet. Aucune SEC n'a répondu.
- 68 Elles sont toutes enregistrées à la même adresse, une « fabrique de sociétés » de Glasgow qui sert d'adresse à plusieurs centaines d'entités, dont beaucoup font partie des réseaux de blanchisseries. <https://suite.endole.co.uk/explorer/postcode/g41-3ja> <https://opencorporates.com/companies/gb/SL030433> (consulté le 25 mars 2021); <https://mobile.twitter.com/bencowdock/status/1440301491953143809> (consulté le 30 décembre 2021); <https://www.opendemocracy.net/en/odr/the-mysterious-scottish-shell-companies-linked-to-an-uzbek-business-empire/> (consulté le 30 décembre 2021).
- 69 Bondwest AG a utilisé un prête-nom, Ali Moulaye, pour signer des comptes au Royaume-Uni. Moulaye est un dentiste de Belgique qui a affirmé n'avoir rien à voir avec les centaines de sociétés pour lesquelles il a signé. Interviewé dans le cadre d'une enquête de *BuzzFeed News*, il a déclaré que son nom et sa signature avaient été utilisés sans son consentement, et a expliqué qu'il vivait en Lettonie où « certaines personnes font du blanchiment d'argent » (les prestataires de services qui ont mis en place le réseau de sociétés liées à Moulaye étaient basés en Lettonie). [Jane Bradley and Oliver Bullough, "The ghost companies connected to suspected money laundering, corruption, and Paul Manafort", BuzzFeed News, 22 août 2018; Inside scandal-rocked Danske Estonia and the shell-company 'factories' that served it - ICIJ, "The FinCEN files: The billion dollar a month money trail", *Irish Times*, 20 septembre 2020](#)
- 70 Wallingford Projects Ltd, Sellberg Networks LP, Hookson Projects LP and Walkstreet Organization Ltd. https://opencorporates.com/companies/gb/08957498/statements/control_statement_subject (consulté le 25 mars 2021)
- 71 [Graham Barrow, "Canadian entities involved in global laundromat style company formations", présenté en preuve devant la Commission of Inquiry into Money Laundering in British Columbia, Décembre 2020](#)
- 72 https://opencorporates.com/companies/gb/SL026031/statements/control_statement_subject (consulté le 25 mars 2021); https://www.linkedin.com/pulse/never-ending-beginning-like-ever-spinning-reel-graham-barrow/?trk=related_article_Never%20ending%20or%20beginning%20like%20an%20ever-spinning%20reel%E2%80%A6_article-card_title (consulté le 30 décembre 2021).
- 73 "Latvian prosecutors open probe into bank links to Magnitsky case", *BNE Intelinews*, 4 octobre, 2013; "Behind the Proxies", *OCCRP*, 14 mars 2012; "Erik Vanagels – the extent of a money laundering supermarket", *Economic Crime Intelligence blog*, 23 février 2012
- 74 Les personnes concernées, Danny Banger et Youngsan Kim, ont respectivement 567 et 486 nominations. Les sociétés, Fynel Ltd et Starwell International Ltd, sont profondément ancrées dans le réseau des blanchisseurs et ont été utilisées dans le cadre d'une fraude fiscale présumée de 230 millions de dollars américains orchestrée par de hauts fonctionnaires du ministère russe de l'Intérieur en 2007. "At least 63 million dollars laundered through Latvian banks in the Magnitsky case", *Re:Baltica*, 28 septembre 2012; "Latvian prosecutors open probe into bank links to Magnitsky case", *BNE Intelinews*, 4 octobre, 2012; <http://www.billbrowder.com/sergei-magnitsky/>; "A Farm of Directors", *Re:Baltica*, October 4, 2012. (consulté le 25 mars 2021); Lettre de Hermitage Capital Management au procureur général de Lettonie demandant une enquête criminelle sur le réseau de blanchiment d'argent, 30 juillet 2012 (consulté le 30 décembre 2021).
- 75 <https://www.tba-associates.com/company-formation-canada-for-non-residents-british-columbia>
- 76 Les entités britanniques sont : Oscar Professional Ltd, Custom Dundee Ltd, Aberdun Ltd, Acorn Fishing Ltd, Aberdow Ltd, Southeast Unicredit Partners Ltd, ProSight Trade Network Ltd, Financial Services Corporation Ltd, United Resources Systems & Technologies Ltd et First Union Capital Ltd. Ces entreprises étaient contrôlées par 3ABC LLP mais semblent avoir été vendues séparément de la société-mère.

- 77 <https://www.tba-associates.com/shelf-and-aged-companies/shelf-companies-list/> (3ABC n'apparaît plus sur le site Web de TBA. La capture d'écran a été faite le 22 janvier 2020.)
- 78 <https://www.tba-associates.com/canada-llp-british-columbia-canada-bc-limited-liability-partnership/>. Nombre de ces sociétés, dont 3ABC LLP, n'étaient plus en vente au moment de la publication.
- 79 Une recherche dans la base de données OpenCorporates a permis de repérer 451 nominations pour Joaquim Magro de Almeida. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, car elle n'inclut pas les nominations dans les États qui ne disposent pas de registres de sociétés ouverts ou dans lesquelles ces informations ne sont pas recueillies.
- 80 "How British firms built a pyramid scheme in China that lost millions"; Reuters, 12 août, 2016; Gareth Vaughan, "The misuse of NZ companies, Part III. Backdoor access via the UK - a classic cross jurisdictional regulatory arbitrage play", Interest.co.nz, 17 décembre, 2017; "Companies with NZ 'licences' offering 'investment expertise to global clients' linked to alleged major international fraud", Interest.co.nz, 30 juillet, 2015; Progress report by court-appointed liquidator for Euro Forex Investment Ltd, 15 octobre, 2018.
- 81 "Kiwi 'shell' spurs huge fraud probe", The Star Times, 18 mai, 2014.; "ASIC and the \$3m 'prophet'", Sydney Morning Herald, 30 juillet, 2012; <https://prophetmaxreceivership.com/>; US CFTC v IB Capital FX LLC et al consent order, 14 octobre, 2018.
- 82 M. Almeida a été administrateur de la société pendant plusieurs années, tandis qu'un autre administrateur de TBA, Luis Correia, a été le vérificateur de la société. "IT dept raids UPL's offices in Mumbai, Gujarat", The Economic Times, 22 janvier 2020; Résultats annuels de 2015 d'United Phosphorus Ltd.
- 83 "Operación Cabo Verde: la vuelta al mundo para ocultar los sobornos de España a Arabia Saudí", El Mundo, 10 janvier, 2020; "Anticorrupcion desvela que Espana ha estado 25 anos pagando sobornos en Arabia Saudí", El Mundo, 9 janvier 2020.
- 84 <https://website.informer.com/JOAQUIM+MAGRO+DE+ALMEIDA+PANTEL+DELUXE+S.L..html> (consulté le 12 août 2021.)
- 85 TBA et Atrium ont des entités juridiques distinctes : TBA & Associates - Tax Business Advisors Ltd et Atrium & Associates (TBA) Ltd, respectivement. Cependant, elles ont une gestion et une propriété communes, leurs sites Web ont en grande partie le même contenu, elles partagent le même enregistreur de domaine et le même administrateur, le code source du site Web de TBA fait de multiples références à Atrium, et les inscriptions pour Atrium dans les annuaires commerciaux en ligne ont été changées en TBA - tout cela indique qu'elles font partie de la même entreprise.
- 86 "Groundhog Day for NZ FSPs: Bryan Cook of Asia Finance Corporation is a Crook, but Does NZ's FMA Care?"; Naked Capitalism blog, 29 juin, 2015. Les profils des dirigeants apparaissent dans les archives du site Web d'Atrium Incorporators de 2015. La page Web comprend les profils de : Philip Simon, associé directeur; Bernard Johnson, associé; Christopher Ducanes est le nom d'un ancien conseiller juridique d'une société de logiciels de Dallas, dont le profil a été plagié pour le site web, tandis que le profil de Béatrice Duvois semble avoir été tiré d'un modèle de CV pour un comptable agréé. Les recherches d'images inversées pour leurs portraits offrent une preuve supplémentaire que les dirigeants d'Atrium Incorporators sont de fausses identités; les clichés correspondent à d'autres personnes dont l'identité a été confirmée par des recherches de base en ligne et qui n'ont aucun lien apparent avec Atrium Incorporators ou TBA.
- 87 Des efforts considérables ont été déployés pour identifier George Hamilton par le biais de recherches en ligne, mais nous n'avons trouvé aucune trace d'un individu de ce nom lié à TBA ou à ses sociétés affiliées.
- 88 Numéro d'enregistrement de TBA : XWML00000128543.
- 89 Alexander Cooley, JC Sharman, "Blurring the line between licit and illicit: Transnational corruption networks in Central Asia and beyond"; Central Asian Survey, 2015, "The secret scheme to skim millions off central Asia's pipeline megaproject", The Financial Times, 3 décembre, 2020.
- 90 Des exemples de ces signaux d'alarme sont présentés dans les directives de la FINTRAC sur les opérations financières suspectes, disponible au : <https://www.fintrac-canafe.gc.ca/guidance-directives/transaction-operation/Guide3/str-eng>.
- 91 <https://transparencycanada.ca/news/civil-society-coalition-enthusiastically-applauds-canadas-commitment-to-fight-snow-washing-in-2021-federal-budget>
- 92 "Implementing a publicly accessible pan-Canadian registry of beneficial ownership"; TI Canada, PWYP Canada, C4TF, 2020
- 93 [Worldwide commitments and action — Open Ownership](#)





Suivez-nous sur Twitter @TI_Canada



/company/transparency-intl-canada



/TransparencyInternationalCanada

transparencycanada.ca

#end snowwashing



Canadians *for*
Tax Fairness
Canadiens pour une fiscalité équitable

Suivez-nous sur Twitter @FairTaxCanada

taxfairness.ca



PUBLISH WHAT
YOU PAY **CANADA**

Suivez-nous sur Twitter @PWYPCanada

pwyp.ca